L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

JOURS DE PUBLICATION—LUNDI, MERCREDI, VENDREDI ET SAMEDI.

NOUVELLE-ORLEANS :
VENDREDI MATIN, 23 SEPTEMBRE 1836.

POUR PRESIDENT.

M. VAN BUREN.

POUR VICE PRESIDENT :

Rd. M. JOHNSON.

"Je préfère que non seulement vous, mais la population entière des Etats-Unis comprenne bien à présent que, si le désir de ceux qui veulent m'élever à la suprême magistrature était satisfait, je devrais, dans l'exercice des fonctions de Président, me montrer toujours l'inflexible et constant adversaire de toutes les mesures du Congrès qui tendraient à abolir l'esclavage dans le district de Columbia, contrairement aux vœux des Etats dans lesquels l'esclavage existe, et je prendrais la résolution que rien ne pourra ébranler de m'opposer à la moindre interférence à ce sujet.—*Martin Van Buren.*

ELECTEURS DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT DES E. U.

1ER. DISTRICT.....L. DERBIGNY.
2ME. DISTRICT.....T. WESCOTT.
3ME. DISTRICT.....T. LAFON.
4ME. DISTRICT.....A. MOULON.
5ME. DISTRICT.....P. S. BOSSIER.

Une lettre reçue au Merchant's Exchange annonce que le Président est parti de l'Hermitage le 13 du courant pour Washington.

Le navire paquebot le Sully, est arrivé à New York le 8 du courant venant du Hâvre, d'où il est parti le deez Août, et apportant des dates commerciales de cette place, jusqu'au jour de son départ. Voir le commercial.

Nous devons à l'obligeance du propriétaire du Merchant's Exchange le Mercury de Charleston du 15 du courant, dans lequel nous trouvons l'article suivant :

Un Agent des Etats-Unis auprès le gouvernement Mexicain.

"Nous sommes en route pour la Golfe du Mexique avec M. Weaver, agent des Etats-Unis, auprès du gouvernement de Mexico, comme passager du bord." Ce qui précède est l'extrait d'une lettre d'un officier de la corvette des Etats-Unis Concord, à un de ses amis de Washington.

On ne doit pas être surpris si des négociations sont maintenant entamées relativement à l'annexion du Texas aux Etats Unis. Et, qui pourrait être assez aveugle pour ne pas voir que la conduite du brave général Gaines n'est qu'un échantillon d'une politique nécessaire qui doit conduire aux fins désirées ! L'administration d'ANDREW JACKSON, sera couronnée par la paisible acquisition du Texas.

☞ Un simple oubli nous a fait manquer d'annoncer dans notre dernier numéro que l'*Standard du Commerce*, nouveau journal qui doit être publié à la Nouvelle Orléans, sous la conduite de Mr H. P. L[illegible] éditeur de la partie anglaise de l'Abeille, [illegible] à paraitre le lundi, 3 octobre prochain. [illegible] distingués de Mr Léonard nous donnent l'assurance que sa feuille trouvera de nombreux soutiens parmi les habitans de cette ville, dont il a constamment défendu les intérêts. Mr Léonard compte sur la complaisance de ses abonnés pour lui faire parvenir aussitôt que possible les annonces dont ils voudront bien l'honorer.

Il y a eu à Charleston, le 11 septembre, dans les dernières 24 heures, 18 nouveaux cas de choléra—Deux blancs et seize de couleur—3 morts. Des cas rapportés hier, cinq de plus sont décédés.

NOUVELLES RECENTES D'EUROPE.

Le navire paquebot GLADIATOR, capitaine Breten, parti de Liverpool et arrivé à New York, apporte des nouvelles de Londres jusqu'au 1er. août inclusivement.

Mort d'Armand Carrel—M. Armand Carrel, le principal éditeur du *National* est mort à Paris le 24 juillet, des suites d'une blessure reçue en duel de M. Girardin, éditeur d'un nouveau journal intitulé *La Presse*.

Le roi des Français et ses ministres ont décidé qu'il n'y aurait pas de revue le 29 juillet (dernier jour des trois mémorables journées); les préparatifs qui avaient été faits ont été contremandés. Il régnait une grande agitation à Paris, et il circulait des rumeurs d'une nouvelle conspiration dans laquelle plusieurs régimens de ligne étaient compromis. On parlait aussi d'une société portant le titre menaçant de " Vengeurs d'Alibeau "

Des nouvelles étaient parvenues à Paris par le télégraphe, que le général Bugeau avait remporté une victoire signalée sur Abdel Kader, près de Tlemecen, dans la journée du 9 juillet. La perte des Arabes, tant en blessés qu'en prisonniers, est de plus de mille hommes. Le chef arabe a fait des propositions de négociations, mais le général français ne voulut pas les recevoir et continua à poursuivre l'ennemi.

Une suspension rigide de relation commerciale, continue à être maintenue, entre la France et le canton suisse de Bâle ; une force militaire considérable est employée à cet effet.

Louis-Philippe était opposé à contremander la revue, et il n'y a consenti que sur l'assurance unanime que lui ont donné ses ministres, qu'ils résigneraient en corps s'il persistait.

PARIS 30 juillet.—Les cinq pour cent 109f. les quatre et demi 105f. 25c.

PARIS, 28 juillet.

Conspiration contre la vie de Louis-Philippe.

Le *Messager* de mardi dit que les autorités ont d'abord eu des soupçons sur l'existence de nouveaux projets régicides, par la nouvelle incorporation, dans les compagnies des Gardes Nationales, de plusieurs individus suspects, destitués de moyens d'existence, et qui néanmoins ont trouvé de l'argent pour s'équiper conformément à la nouvelle ordonnance.

Ce journal ajoute que ces hommes devaient profiter de la confusion qui règne ordinairement dans les rangs de la garde nationale avant la revue, pour se ranger ensemble, afin d'être aussi nombreux que possible en défilant devant le roi. Une dépêche télégraphique dénonce un officier non commissionné du régiment de la ligne en garnison à Metz comme allant à Paris avec l'intention de se mêler aux intrigues politiques. Ce jeune homme, nommé Hoquet, a été en conséquence arrêté samedi, et amené à la préfecture de police, où il a été mis au secret.

Le *Droit* annonce que 113 nouvelles arrestations ont eu lieu samedi et lundi, 77 desquelles sont basées sur des motifs de politique. Durant la nuit les détachements de reserve ont été doublés dans toutes les garnisons de Paris.

Des agents de police ont été au domicile d'un nommé Olanier, au passage Brady, afin de l'arrêter, mais ils furent informés que cet individu était mort depuis deux ans ! Lundi matin, Mrs. Monts.ivet, Casparin et Gisquet ont resté longtemps enfermés avec le roi. Dans l'après-midi, le prince Talleyrand s'est fait transporter aux Tuileries.

PARIS, 31 juillet.

Les journaux de ce jour sont très occupés des poursuites intentées hier à la Cour d'Assises, contre trois journaux, le *National*, (Démocrate), le *Bon Sens*, [ultra-républicain,] et *La France*, (Carliste.) L'éditeur du *Bon Sens* n'a pas comparu, et a été conséquemment condamné par défaut à quatre mois d'emprisonnement, et à une amende de 4000 francs. L'affaire de M. Perrot, éditeur responsable du *National* a été ensuite appelée. Malgré le souvenir douloureux de la mort de M. Armand Carrel, rappelé à ce procès, le solliciteur général a persévéré pour obtenir une conviction du délit, et il a réussi à faire porter une condamnation de trois mois d'emprisonnement de M. Perrot, et une amende de 1000 frs.

La charge contre l'Editeur de *La France* portait simplement sur ce qu'il avait copié et publié l'article incriminé du *National*. Il a été également condamné à deux mois d'emprisonnement et à une amende de 1000 frs.

Nouvelles d'Europe plus récentes d'un jour.

Par l'arrivée du navire paquebot *Hibernia* capitaine Wilson, on a reçu à N. York des nouvelles de Londres jusqu'au 2 août et de Liverpool du 3. M. John Stevens, porteur des dépêches du commodore Porter, à Constantinople, est arrivé à bord de l'*Hibernia*.

Des nouvelles avaient été reçues d'Espagne annonçant la défaite et la mort du chef des guérillas carlistes Lopez, dans la Galicie. C'était un partisan très formidable et actif du prétendant. Son corps a été envoyé à Corogne ainsi que nombre de prisonniers, presque tous prêtres et ecclésiastiques. Ils devaient être exécutés comme des rebelles pris les armes à la main. La mort de Lopez et la dispersion de toute sa bande étaient considérées comme un événement d'une haute importance à la cause de la Reine.

La résolution de Louis Philippe, ou bien de ses ministres d'avoir une revue le 29, paraît avoir fourni aux *quid nunes* de Paris d'amples matières à argumentations et à spéculations. Le journal ministériel donne un long détail des raisons qui ont porté le cabinet à cette mesure et dont la principale serait que les ministres n'ont pas jugé convenable de fournir de nouvelles occasions aux gens mal intentionnés de commettre d'autres attentats contre la personne du roi. Mais les journaux de l'opposition attribuent ces causes à ce qu'une nouvelle conspiration aurait été découverte. Nous empruntons les remarques suivantes aux correspondans parisiens des journaux de Londres. Elles donnent l'état réel de l'opinion publique et des tentatives diverses qui agitaient la capitale.

PARIS, 27 juillet.

"Les fêtes de juillet ont commencé et au lieu de la pompe et de l'éclat qu'on a accoutumé d'y voir, elles ont été mêlées d'une teinte de tristesse et de mécontentement. Elles se termineront sans aucun incident sérieux, car le Roi ne quittera pas les Tuileries et toutes les précautions recommandées dans le cas même où Sa Majesté se décidérait à se montrer en public seront strictement observées. Une agitation assez grande et les plaintes les plus vives sont les résultats du vaste mouvement qui l'a appelée à la présidence. A tout moment on entend les uns et les autres faire confidence de la soudaine de roi à cette occasion avec sa résolution du 5 et du 7 juin 1832 et du 23 avril 1834 lorsque des rassemblemens armés étaient en insurrection ouverte et se battaient avec les troupes de ligne et la garde municipale dans les rues de Paris."

"Les républicains et les bourgeois de Paris en général, et même quelques uns des militaires les plus haut placés croient de qui se plaignent vivement de l'ordre de suppléer la Revue projetée. Je suis persuadé que l'on se convaincra plus tard qu'il n'existait aucun danger quelconque ; mais il n'en est pas moins vrai, de dire que pour le moment cette précaution est jugée indispensable car les plus grands soupçons planent contre l'armée. On représente les sous officiers comme étant plus dangereux qu'ils ne l'étaient en 1832.

L'objet étant prendre conseil de Talleyrand relativement à quelques circonstances pénibles que ce prince reçut. Forcé de se rendre à Paris avant que l'on eut annoncé l'intention de renvoyer la revue. Il a été depuis proposé dans le conseil d'enrôler cinq à six mille des plus farouches républicains de l'armée pour les envoyer en Espagne défendre la cause de la reine Isabelle. Le roi et Talleyrand s'opposèrent à cette résolution ; de sorte qu'elle tomba dans le néant. Que fera-t-on cependant ? Il faut quelques mesures pompeuses, mais rien n'a encore été décidé. Dans l'intervalle, les arrestations continuent, elles se font sur les bourgeois ; et il n'y a que bien peu de militaires qui aient été arrêtés.

La diète Germanique a été très occupée sur la dispute entre la Hollande et la Belgique, relative au Luxembourg ; on présumait qu'elle serait arrangée.

Dans une entrevue qu'eut Lord Ponsonby avec le roi s'étendit, il paraît que les relations diplomatiques entre la Grande Bretage et la Porte ont été rétablies.

Le gouvernement Russe a refusé de faire le troisième paiement stipulé de l'emprunt grec ; mais lord Palmerston a proposé que la France et l'Angleterre paient néanmoins les sommes.

ESPAGNE

Les nouvelles reçues d'Espagne annoncent que quelques succès importans ont été obtenus par les troupes de la reine. Les élections continuaient à être défavorables au ministère d'Isturiz.

Un des journaux parisiens, la *Quotidienne*, affirme de la manière la plus positive qu'un corps considérable de troupes sera sous peu envoyé en Espagne pour renforcer la légion française et prendre des mesures contre les Carlistes. Cela confirme, dit la Gazette de New-York, la nouvelle qui nous a été communiquée il y a quelques jours par notre correspondant européen.

Une lettre de Cadix du 17 juillet annonce que les élections venaient de se terminer et que le parti ministériel avait eu les plus grandes difficultés à assurer le retour d'Isturiz et de Galiano. Mendizabel et trois des siens ont été élus.

On a reçu à Londres des journaux de Madrid jusqu'au 22 Juillet, d'après lesquels il paraîtrait qu'un corps de deux mille hommes a reçu de la reine l'ordre de partir de la capitale pour marcher contre une colonne de carlistes qui avait pénétré jusque dans le voisinage de Soria. Le général Bernuy est à la poursuite des rebelles, et un régiment de la garde a été envoyé à Aranda pour préserver cette place contre toute attaque.

Le gouverneur de Tortose a écrit au Gouvernement, lui marquant que Cabrera avait levé le siège de Gandia, après avoir eu 65 hommes de tués, et 150 blessés, parmi lesquels se trouvaient plusieurs chefs.

Un décret publié dans la Gazette de Madrid du 21, semble prédire la destitution de Cordova. Ce décret est adressé au général.

Le même journal contient une dépêche du général Espartero datée de Lugo, le 17 Juillet, et dont voici la teneur.

"L'expédition des rebelles, dont je suis à la poursuite, ayant pénétré dans la Galice, est arrivée près "de la ville hier. Elle a traversé la rivière en vue des "habitans, et passa la nuit à environ une lieue et demie "de distance de la place, sur la route de Santiago.—"Dans la même journée je fis une marche forcée de "sept lieues ; j'arrivai dans cette capitale et j'y rencon "trai le capitaine général de la province, avec lequel "j'eus une conférence au sujet de nos opérations futures. Il est parti aujourd'hui pour Orense, dans le "but d'aller occuper les ponts et les passages, dans "le cas où l'ennemi se mettrait en route de Santiago "pour Lugo."

Des lettres de Bayonne du 26, annoncent que Cordova et Oraa sont partis de Vittoria avec 6,000 fantassins, un corps considérable de cavalerie, 15 pièces de canon et un grand nombre de mules de bagage. Ils suivaient la direction de la Castile, mais le but de l'expédition n'était pas connu.

Le Times de Londres du 1er. août publie une lettre datée de St. Sébastien, d'après laquelle il paraîtrait que le général Bernelle, à la tête de la légion française, a eu un engagement le 19 Juillet, près d'Estella, avec huit bataillons Carlistes, dans lequel, s'il n'obtint pas une victoire triomphante, il réussit du moins à maintenir ses positions et à forcer l'ennemi à se retirer ; et que, comptant positivement sur l'arrivée de Cordova, le lendemain au matin, et se voyant trompé dans son attente, furieux autant que désappointé, il mit le feu dans les champs de maïs et d'autres produits et dévasta la campagne à plusieurs milles de la ronde. La lettre ajoute que le jour suivant Bernelle fut attaqué par les Carlistes. Le résultat de ce nouvel engagement n'était pas connu.

ANGLETERRE.

La mort de M. Rothschild, si elle avait eu lieu, aurait produit un grand effet sur les fonds. Une des gazettes du matin annonçait qu'il venait de mourir, mais ce rapport n'était pas correct. Les détails à ce sujet se trouvaient réellement publiés dans les feuilles de Londres du premier, au matin ; mais celles du soir contredirent la nouvelle et en présentèrent d'autres d'une nature plus favorable. Rothschild était parti pour Francfort pour assister au mariage de son fils. C'est son frère de Londres dont l'état de maladie inquiétait tant de monde.

Le Bill de l'église a subi une seconde lecture à la Chambre des Lords le 29 Juillet.

Sir Robert Lizon, baronet, un des membres du conseil privé de sa Majesté, est mort à sa résidence près d'Edinbourg, le 15 Juillet. Il était agé de 94 ans, et c'était le doyen du corps diplomatique de l'Europe.—Dix ans auparavant il avait été ministre à la cour de Turquie.

Les propriétaires du chemin de fer de Liverpool à Manchester ont eu une assemblée à Liverpool le 27 Juillet, dans laquelle les directeurs annoncèrent un dividende de cinq livres sterling sur chaque action pendant le dernier semestre. Le net produit du chemin pendant ces six mois fut de 39,402 piastres. La compagnie a une dette hypothécaire de £427,500 à payer.

Le bill de l'église irlandaise passa à la Chambre des Lords le 28 Juillet. Les amendemens de leurs seigneuries devaient être pris en considération par la chambre des communes le 3 août. La première chambre avait rejété la clause d'appropriation.

Le bill sur le timbre de gazettes passa à la chambre des communes le 25 Juillet, par un vote de 55 voix contre 7

LONDRES, 1er. Août.—Midi. Les consolidés se sont maintenus jusqu'à présent sans variation à de 90¼ à 91 pour comptes. Les fonds étrangers en raison de la maladie de M. Rothschild, ne peuvent pas obtenir de cours certain.

2 heures. Le marché continue à se maintenir comme ci-devant.

LONDRES, 2 Août.

Cité, Lundi matin.—La circulation de la Banque d'Angleterre a augmenté de la somme de £41,000 et les dépôts de £685,000. Le chiffre des sécurités d'un autre côté a augmenté de £1,162,000 ; mais le montant des espèces en possession de la Banque a diminué de £436,000. L'accident de [illegible] sur les sécurités, usuellement appelé "reste" est de £32,806,000 ; c'est précisement le même montant que celui du dernier retour. La stock des espèces a diminué dans les 6 mois de £150,0o; mais la circulation pendant le même laps de temps s'est étendue jusqu'à la somme de £678,000. Le résultat de ce retour prouve donc que les espèces, depuis quelque temps s'en vont fermer du pays quoique ce ne soit pas par masses considérables.

Ce retour démontre aussi que la corporation de la Banque d'Angleterre a déjà suffisamment de fonds entre ses mains pour maintenir la sûreté, lorsque l'on considère quel est le montant respectif de la circulation et des dépôts de cette institution et la puissance prétorétrice qu'elle possède dans le stock actuel de la monnaie. Le même retour confirme également l'opinion que nous avons souvent manifestée de la folie et la préscription de cette corporation, qui dans un moment ou elle est pour ainsi dire entraînée dans ses opérations par la petite quantité d'or de la place voudrait encore saisir le néant, et tenter de monopoliser et restreindre toute la circulation du pays à l'émission de son propre papier monnaie. Les directeurs de la Banque, sans beaucoup de peine, doubleraient leur circulation s'ils pouvaient trouver à mettre hors de combat toutes les autres banques réunies de la capitale ; mais nous présumons que les leçons [illegible] jointes au besoins du commerce feront voir la [illegible] té qu'il y a de résister à toute nouvelle tentative de la part de la Banque d'étendre d'avantage son monopole.

(Correspondance du Courier & Enquirer.)

PARIS, 25 juillet 1836.

Dans l'absence de tout événement politique capitalisé un duel entre deux journalistes absorbe aujourd'hui l'attention publique. Depuis plusieurs semaines quelques nouveaux journaux se sont établis à Paris sur le pied de quarante francs au lieu de quatre-vingts, par an, et parmi ces feuilles on compte "*La Presse*", dont le gérant chargé est M. Emile de Girardin, nom bien connu dans la littérature périodique du pays. Ces nouveaux journaux, d'après la similitude de leurs opinions, sont plus immédiatement les rivaux du National et du Bon-sens, dont ils ont eu à subir la censure pour leur système de bon marché. En conséquence de quelques remarques insérées dans le Bon-Sens, M. de Girardin mettra, la semaine dernière, une action en dommage contre M. de Feuillite, l'éditeur responsable de cette feuille pour la diffamation contenue dans son article. Ce procédé fut blamé en termes très forts par le National dont M. Armand Carrel est le gérant. Le jour suivant parut un article dans "*La Presse*" dans lequel démentit le plus formel aux remarques du National.

Une explication ayant été demandée et refusée, M. Carrel et M. Girardin se rencontrèrent hier au matin au bois de Vincennes, accompagnés chacun de deux témoins et d'un chirurgien. Ils se placèrent à quarante pas de distance l'un de l'autre avec le privilège de marcher avance de dix pas. M. Carrel tira le premier à la distance de vingt-six pas et blessa son adversaire à la cuisse. M. Girardin s'étant néanmoins marcher jusqu'à l'antagoniste de la main, prescrivit ; il fit feu, et sa balle alla frapper M. Carrel au côté un peu au dessous de l'aine, précisement dans le même endroit où trois ans auparavant il reçut une blessure dans une rencontre semblable. M. Carrel fut transporté immédiatement au village voisin de St. Mandé où le dit dans un très grand danger. Nos ouvriers en général finissent

M. de Girardin, mais dans le public on le traite plus charitablement. Il est à regretter cependant que deux hommes dont la profession est de ne faire usage que des armes de l'argument et de la persuasion se soient cobbligés aient recours aux hasards inhérens confiés à leurs soins, jusqu'au point d'en venir entr'eux à un langage inconvenant, à une récrimination et, plus rare, à un duel à mort : ce plaçant ainsi au niveau de ce qu'il y a de plus bas dans la communauté, car, en France, le duel est considéré comme une des vertus les plus vulgaires.

Autres nouvelles d'Europe de sept jours plus récentes.

Par un passager arrivé hier au matin de New York d'où il est parti le 11 du courant, le propriétaire du Merchants Exchange Room a reçu un No. de l'Evening Star du 10, qu'il a eu la complaisance de nous prêter et dans lequel nous trouvons des nouvelles d'Europe de 7 jours plus récentes que celles que nous avons publiées avant-hier dans un extra.

L'Evening Star annonce que la chaloupe du Courier & Enquirer a joint à 50 milles en mer au dehors du Sandy Hook le navire paquebot United States, capitaine Holdridge, venant de Liverpool d'où il était parti le 9 Août. Les lignes des journaux de Liverpool jusqu'au 9 août à Londres jusqu'au 11 sont arrivés par cette voie au bureau de ce journal.

Une question des plus importantes s'agitait dans le parlement britannique relativement au Texas. Plusieurs des membres les plus influens de la Chambre des Communes faisaient la motion d'adresser une pétition au Roi à l'effet d'en obtenir un message dans lequel Sa Majesté toucherait le sujet de la guerre du Texas et recommanderait les mesures à prendre pour que cette province ne fut jamais séparée du Mexique et ne fit jamais partie de la république des Etats-Unis. Quelques uns des orateurs allèrent même jusqu'à dire que, dans les conjonctures actuelles, il était de toute nécessité d'envoyer une flotte respectable dans le golfe du Mexique pour tenir notre gouvernement en échec et l'empêcher d'aider le Texas dans la lutte qu'il soutiens pour se détacher de la confédération mexicaine

Les discussions roulèrent sur deux points principaux : le premier éminemment politique représente cette guerre comme très préjudiciable au commerce de la Grande Bretagne, qui possède au Mexique un capital effectif de 70 millions de piastres. Si le gouvernement anglais n'interposait pas son autorité pour défendre les intérêts confiés à leurs soins, jusqu'au point d'en venir entr'eux à un langage inconvenant, à une récrimination et, plus rare, à un duel à mort : ce plaçant ainsi au niveau de ce qu'il y a de plus bas dans la communauté, car, en France, le duel est considéré comme une des vertus les plus vulgaires.